ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 27 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1973	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 244

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 152

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Τελωνειακῆς Συμβάσεως περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐπαγγελματικοῦ ὑλικοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας καταρτισθεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8ην Ἰουνίου 1961 Διεθνὴς Τελωνειακὴ Σύμβασις, ἀφορῶσα εἰς τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ἐπαγγελματικοῦ ὑλικοῦ, μετὰ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Παραρτημάτων Α, Β καὶ Γ, τὸ κείμενον τῆς ὁποίας ἕπεται τῷ παρόντι ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον δεύτερον.

1. Ἐπιτρέπεται, διὰ Πρ. Διαταγμάτων ἐκδιδομένων προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Οἰκονομικῶν, ὅπως γίνωνται ἀποδεκταὶ τροποποιήσεις τῆς Συμβάσεως, ὡς καὶ τῶν Παραρτημάτων ταύτης, υἱοθετούμεναι κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 18 αὐτῆς.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ τοῦ κατὰ περίπτωσιν ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως :

α) καθορίζεται πᾶσα ἀναγκαία λεπτομέρεια διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμβάσεως καὶ

β) διορθοῦνται μεταφραστικὰ σφάλματα τῆς Συμβάσεως·

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, τῆς δὲ Συμβάσεως κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 16 παράγραφος 2 αὐτῆς ὁριζόμενα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΦΑΙΔΩΝ ΑΝΝΙΝΟΣ-ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΤΛΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΝΙΚ. ΓΚΑΝΤΩΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

CONVENTION DOUANIERE
relative
à l'importation temporaire
de matériel professionnel

PREAMBULE.

Les Etats signataires de la presente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière et des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT), et avec le concours de l'Organisation

des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO),

Considérant les voeux exprimés par les représentants du commerce international et par d'autres milieux intéressés qui souhaitent voir étendre le champ d'application du régime de l'importation temporaire en franchise,

Convaincus que l'adoption de règles générales relatives à l'importation temporaire en franchise du matériel professionnel facilitera l'échange, sur le plan international, des connaissances et des techniques spécialisées,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER.

Definitions. -

Article premier.

Pour l'application de la présente Convention on entend :

(a) par «droits à l'importation» : les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation, ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation ;

(b) par «admission temporaire» : l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation ;

(c) par «Conseil» : l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950 ;

(d) par «personne» : aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

CHAPITRE II.

Admission temporaire.

Article 2.

Chaque Partie Contractante liée par une Annexe à la présente Convention accorde l'admission temporaire au matériel faisant l'objet de cette Annexe sous réserve des conditions précisées dans les dispositions des Articles 1 à 22 et dans cette Annexe. Le terme «matériel» couvre également les appareils auxiliaires et les accessoires que s'y rapportent.

Article 3.

Lorsqu'une Partie Contractante exige la constitution d'une garantie afin de s'assurer de l'exécution des conditions applicables en matière d'admission temporaire, le montant de cette garantie ne peut excéder de plus de 10 % celui des droits à l'importation exigibles.

Article 4.

La réexportation du matériel placé en admission temporaire a lieu dans les six mois qui suivent la date de l'importation. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent, dans les limites prévues par les lois et règlements en vigueur dans le pays d'importation temporaire, soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

Article 5.

La réexportation du matériel placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois et à destination de tout pays, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

Article 6.

1. En cas d'accident dûment établi et nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel, gravement endommagé, n'est pas exigée pourvu qu'il soit, selon la décision des autorités douanières :

(a) soumis aux droits à l'importation dus en l'espèce ; ou

(b) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire ; ou

(c) détruit, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

2. Lorsque tout ou partie du matériel placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

Article 7.

Les pièces détachées importées en vue de la réparation d'un matériel placé en admission temporaire bénéficient également des facilités prévues par la présente Convention.

CHAPITRE III.

Dispositions diverses.

Article 8.

Pour l'application de la présente Convention, l'Annexe ou les Annexes en vigueur à l'égard d'une Partie Contractante font partie intégrante de la Convention ; en ce qui concerne cette Partie Contractante, toute référence à la Convention s'applique donc également à cette Annexe ou à ces Annexes.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 10.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 11.

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

Article 12.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions pré-

vues par les lois et règlements de ce pays et, la cas échéant, au paiement des droits à l'importation exigibles.

CHAPITRE IV.

Clauses finales.

Article 13.

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu' il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante. Lorsque les questions à examiner ne concernent qu'une ou plusieurs Annexes en vigueur, la demande doit être présentée par une Partie Contractante liée par cette ou ces Annexes. Sauf décision contraire des Parties Contractantes intéressées, les réunions se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentées et qui prennent part au vote. S'il s'agit de questions relatives à une ou plusieurs Annexes en vigueur, seules les Parties Contractantes liées par cette ou ces Annexes ont le droit de vote.

4. Les Parties Contractantes intéressées ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 14.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interpétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 13, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 15.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention :

(a) en la signant, sans réserve de ratification ;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification ; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 31 mars 1962, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au prragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (b) du présent Article, la Convention est soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Chacun des Etats visés aux paragraphes 1 ou 4 du présent Article spécifie, au moment de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer, l'Annexe ou les Annexes qu'il s'engage à appliquer. Il lui est loisible d'étendre ultérieurement ses engagements à une ou plusieurs autres Annexes par notification au Secrétaire Général du Conseil.

6. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Ariicle 16.

1. La présente Convention entre en vigueu, en ce qui concerne une Annexe déterminée, trois mois après que cinq des Etats mentionnés au praragraphe 1 de l'Article 15 ci-dessus ont signé la présente Convention sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, et se sont engagés à appliquer les dispositions de ladite Annexe.

2. A l'égard de tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhére après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, et se sont engagés à appliquer les dispositions d'une ou de plusieurs Annexes déterminées, la Convention entre en vigueur, en ce qui concerne cette Annexe ou ces Annexes, trois mois après la date à laquelle cet Etat s'est engagé, au moment de déposer son instrument de ratification ou d'adhesion, à appliquer les dispositions de cette Annexe ou de ces Annexes.

3. A l'égard de tout Etat qui, après avoir signé sans réserve de ratification ou ratifié la présente Convention ou y avoir adhéré, s'engage à appliquer les dispositions d'une autre Annexe que cinq Etats se sont antérieurement engagés à appliquer, la présente Convention entre en vigueur, en ce qui concerne cette Annexe, trois mois après que cet Etat a notifié son engagement.

Article 17.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 16 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent Article sont également applicables en ce qui concerne les Annexes à la Convention, toute Partie Contractante pouvant, à tout moment après la date de leur entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 16, déclarer qu'elle annule son engagement relatif à l'application d'une ou plusieurs Annexes. La Partie Contractante qui annule tous ses engagements relatifs à l'application des Annexes est réputée avoir dénoncé la Convention.

Article 18.

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 13, peuvent recommander des amendements à la prèsente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, aux PARTIES CONTRACTANTES du CATT et à l'UNESCO.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante ou, s'il s'agit d'un amendement concernant seulement une Annexe en vigueur,

toute Partie Contractante liée par cette Annexe, peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil :

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé,

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Tant qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié au Secrétaire Général du Conseil son acceptation, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante :

(a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3 ;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration ;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes si la ou les Parties contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

10. Un Etat qui, après avoir signé sans réserve de ratification ou avoir ratifié la présente Convention ou y avoir adhéré, s'engage à appliquer les dispositions d'une autre Annexe, est réputé avoir accepté les amendements à cette Annexe entrés en vigueur à la date à laquelle cet Etat notifie sa décision au Secrétaire Général du Conseil.

Article 19.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ; la Convention sera applicable auxdits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire Général du Conseil, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet Etat.

2. Tout Etat ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent Article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformement aux dispositions de l'Article 17 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 20.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 21.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes, ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies, aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT et à l'UNESCO :

(a) les signatures, ratifications, adhésions et déclarations visées à l'Article 15 ;

(b) la date à laquelle la présente Convention et chacune de ses Annexes entrent en vigueur conformément à l'Article 16 ;

(c) les dénonciations et les annulations reçues conformément à l'Article 17 ;

(d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 18 ainsi que la date de leur entrée en vigueur ;

(e) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 19.

Article 22.

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le huit juin mil neuf cent soixante et un, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 15.

ANNEXE A.

MATERIEL DE PRESSE, DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION.

I. DEFINITION ET CONDITIONS.

1. Définition.

Pour l'application de la présente Annexe, on entend par «matériel de presse, de radiodiffusion et de télévision», le matériel nécessaire aux représentants de la presse, de la radiodiffusion ou de la télévision qui se rendent dans un pays en vue de réaliser des reportages, ou des enregistrements ou des émissions dans le cadre de programmes déterminés.

2. Conditions auxquelles l'admission temporaire est accordée.

Le matériel:

(a) doit appartenir à une personne physique domiciliée à l'étranger, ou à une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(b) doit être importé par une personne physique domiciliée à l'étranger, ou par une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(c) doit pouvoir être identifié lors de la réexportation, étant entendu, en ce qui concerne les supports de son ou d'images, vierges, que les mesures d'identification les plus souples seront appliquées;

(d) doit être utilisé exclusivement par la personne qui se rend dans le pays d'importation ou sous sa propre direction;

(e) ne doit pas faire l'objet d'un contrat de location ou d'un contrat similaire auquel une personne domiciliée ou établie dans le pays d'importation temporaire serait partie, étant entendu que cette condition n'est pas applicable en cas de réalisation de programmes communs de radiodiffusion ou de télévision.

II. LISTE ILLUSTRATIVE.

A. Matériel de presse, tel que:

Machines à écrire;

Appareils de prise de vues (photographiques ou cinématographiques);

Appareils de transmission, d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images;

Supports de son ou d'images, vierges.

B. Matériel de radiodiffusion, tel que:

Appareils de transmission et de communication;

Appareils d'enregistrement ou de reproduction du son;

Instruments et appareils de mesure et de control technique;

Accessoires d'utilisation (horloges, chronomètres. boussoles, groupes électrogènes, transformateurs, piles ou accumulateurs, appareils de chauffage et de ventilation, etc.);

Supports de son, vierges.

C. Matériel de télévision, tel que:

Appareils de prise de vues de télévision;

Télécinéma;

Instruments et appareils de mesure et de contrôle technique;

Appareils de transmission et de retransmission;

Appareils de communication;

Appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images;

Appareils d'éclairage;

Accessoires d'utilisation (horloges, chronomètres, boussoles, groupes électrogénes, transformateurs, piles ou accumulateurs, appareils de chauffage et de ventilation, etc.);

Supports de son ou d'images, vierges;

«Film rushes»;

Instruments de musique, costumes, décors et autres accessoires de théâtre.

D. Véhicules conçus ou spécialement adaptés pour être utilisés aux fins ci-dessus.

ANNEXE B.

MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE

I. DEFINITION ET CONDITIONS.

1. Définition.

Pour l'application de la présente Annexe, on entend par «matériel cinématographique», le matériel nécessaire à une personne qui se rend dans un pays en vue de réaliser un ou plusieurs films déterminés.

2. Conditions auxquelles l'admission temporaire est accordée.

Le matériel:

(a) doit appartenir à une personne physique domiciliée à l'étranger, ou à une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(b) doit être importé par une personne physique domiciliée à l'étranger, ou par une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(c) doit pouvoir être identifié lors de la réexportation, étant entendu, en ce qui concerne les supports d'images ou de son, vierges, que les mesures d'identification les plus souples seront appliquées;

(d) doit être utilisé exclusivement par la personne qui se rend dans le pays d'importation ou sous sa propre direction, étant entendu que cette condition n'est pas applicable aux matériels importés en vue de la réalisation d'un film en exécution d'un contrat de co-production passé avec une personne domiciliée ou établie dans le pays d'importation temporaire et agréé par les autorités compétentes de ce pays, dans le cadre d'un accord intergouvernemental de co-production cinématographique;

(e) ne doit pas faire l'objet d'un contrat de location ou d'un contrat similaire auquel une personne domiciliée ou établie dans le pays d'importation temporaire serait partie.

II. LISTE ILLUSTRATIVE.

A. Matériel tel que:

Appareils de prise de vues de tous genres;

Instruments et appareils de mesure et de contrôle technique;

Travellings et grues;

Appareils d'éclairage;

Appareils d'enregistrement ou de reproduction du son;

Supports d'images ou de son, vierges;

«Film rushes»;

Accesoires d'utilisation (horloges, chronomètres, boussoles, groupes éléctrogènes, transformateurs, accumulateurs ou piles, appareils de chauffage et de ventilation, etc.);

Instruments de musique, costumes, décors et autres accessoires de théâtre.

B. Véhicules conçus ou spécialement adaptés pour être utilisés aux fins ci-dessus.

ANNEXE C

AUTRE MATERIEL PROFESSIONNEL

I. DEFINITION ET CONDITIONS

1. Définition.

Pour l'application de la présente Annexe, on entend par «autre matériel professionnel», le matériel non visé aux autres Annexes de la présente Convention et nécessaire à l'exercice du métier ou de la profession d'une personne qui se rend dans un pays pour y accomplir un travail déterminé. Est exclu le matériel devant être utilisé pour les transports intérieurs ou pour la fabrication industrielle ou le conditionnement de marchandises, ou, à moins qu'il ne s'agisse d'outillage à main, pour l'exploitation de ressources naturelles, pour la construction, la réparation ou l'entretien d'immeubles, pour l'exécution de travaux de terrassement ou de travaux similaires.

2. Conditions auxquelles l'admission temporaire est accordée.

Le matériel:

(a) doit appartenir à une personne physique domiciliée à l'étranger ou à une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(b) doit être importé par une personne physique domiciliée à l'étranger ou par une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(c) doit pouvoir être identifié lors de la ré-exportation;

(d) doit être utilisé exclusivement par la personne qui se rend dans le pays d'importation ou sous sa propre direction.

II. LISTE ILLUSTRATIVE.

A. Matériel pour le montage, l'essai, la mise en marche, le contrôle, la vérification, l'entretien ou la répa-

ration de machines, d'installations, de matériel de transport, etc., tel que:

Outils;

Matériel et appareils de mesure, de vérification ou de contrôle (de température, de pression, de distance, de hauteur, de surface, de vitesse, etc.), y compris les appareils électriques (voltmètres, ampèremètres, câbles de mesure, comparateurs, transformateurs, enregistreurs, etc.) et les gabarits;

Appareils et matériel pour photographier les machines et les installations pendant et après leur montage;

Appareils pour le contrôle technique des navires.

B. Matériel nécessaire aux hommes d'affaires aux experts en organisation scientifique ou technique du travail, en productivité, en comptabilité et aux personnes exerçant des professions similaires, tel que:

Machines à écrire;

Appareils de transmission, d'enregistrement ou de reproduction du son;

Instruments et appareils de calcul.

C. Matériel nécessaire aux experts chargés de relevés topographiques ou de travaux de prospection géophysique, tel que:

Instruments et appareils de mesure;

Matériel de forage;

Appareils de transmission et de communication.

D. Instruments et appareils nécessaires aux médecins, chirurgiens, vétérinaires, sagesfemmes et aux personnes exerçant des professions similaires.

E. Matériel nécessaire aux experts en archéologie, paléontologie, géographie, zoologie, etc.

F. Matériel nécessaire aux artistes, aux troupes de théâtre et aux orchestres, tel que tous les objets utilisés pour la représentation, instruments de musique, décors et costumes, animaux, etc.

G. Matériel nécessaire aux conférenciers pour illustrer leur exposé.

H. Véhicules conçus ou spécialement adaptés pour être utilisés aux fins ci-dessus, tels que postes de contrôle ambulants, voitures-ateliers, véhicules - laboratoires, etc.

CUSTOMS CONVENTION on the temporary importation of professional equipment

PREAMBLE.

The States signatory to the present Convention,

Meeting under the auspices of the Customs Co-operation Council and the CONTRACTING PARTIES to the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Having regard to proposals made by representatives of international trade and other interests for the extension of temporary duty-free importation procedures,

Convinced that the adoption of general rules on the temporary duty-free importation of professional equipment would facilitate the international exchange of specialised skills and techniques,

Have agreed as follows :

CHAPTER I.

Definitions.

Article 1.

For the purposes of the present Convention:

(a) the term «import duties» means Customs duties and all other duties and taxes payable on or in connection with importation and shall include all internal taxes and excise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes;

(b) the term «temporary admission» means temporary importation free of import duties and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation;

(c) the term «the Council» means the organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December 1950;

(d) the term «person» means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

CHAPTER II.

Temporary admission.

Article 2.

Each Contracting Party bound by any Annex to the present Convention shall grant temporary admission to the equipment referred to in that Annex, subject to the conditions specified in Articles 1 to 22 and in that Annex. The term «equipment» shall be taken to include any relevant ancillary apparatus and accessories.

Article 3.

In cases where a Contracting Party requires security for compliance with the conditions attached to temporary admission, the amount of such security shall not exceed the amount of the import duties chargeable by more than 10 %.

Article 4.

Equipment granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. For valid reasons the Customs authorities may, within the limits laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation, either grant a longer period or extend the initial period.

Article 5.

Equipment granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments to any country, through any Customs office open for such operations, and such re-exportation shall not be confined to the Customs office of importation.

Article 6.

1. Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by the present Convention, the re-exportation of all or part of equipment badly damaged in duly authenticated accidents shall not be required, provided that it :

(a) is subject to the import duties to which it is liable; or

(b) is abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported; or

(c) is destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported;

as the Customs authorities may require.

2. When all or part of equipment granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

Article 7.

Component parts imported to repair temporarily admitted equipment shall also be granted the facilities provided for in the present Convention.

CHAPTER III.

Miscellaneous provisions.

Article 8.

In the application of the present Convention, the Annex or Annexes for the time being in force to which a Contracting Party is bound shall be construed to be an integral part of the Convention, and in relation to that Contracting Party any reference to the Convention shall be deemed to include a reference to such Annex or Annexes.

Article 9.

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multilateral agreements.

Article 10.

For the purposes of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 11.

The provisions of the present Convention shall not preclude the application of prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or for veterinary or phytopathological considerations, or relating to the protection of patents, trade marks and copyrights.

Article 12.

Any breach of the provisions of the present Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person or goods improperly to benefit from the facilities provided for in the present Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties chargeable.

CHAPTER IV.

Final provisions.

Article 13.

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party; provided that where the matter to be considered concerns only one or more Annexes for the time being in force, such request may be made only by a Contracting Party which is bound in respect of such Annex or Annexes. Unless the Contracting Parties concerned otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting, provided that only those Contracting Parties which are bound by any Annex for the time being in force shall be entitled to vote on matters concerning that Annex.

4. The Contracting Parties concerned shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 14.

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 13 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 15.

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention :

(a) by signing it without reservation of ratification;

(b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or

(c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 31st March, 1962, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. In the case envisaged in paragraph 1 (b) of this Article, the present Convention shall be subject to ratification by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

4. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

5. Each State referred to in paragraph 1 or 4 of this Article shall at the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention declare the Annex or Annexes in respect of which it shall be bound. It may subsequently declare itself to be bound in respect of one or more further Annexes, by notification given to the Secretary General of the Council.

6. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

Article 16.

1. The present Convention shall enter into force in relation to any Annex thereto three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 15 therof have signed the Convention without reservation of ratification or have deposited their intruments of ratification or accession and have declared themselves to be bound in respect of that Annex.

2. For any State ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession and have declared themselves to be bound in respect of the same Annex or Annexes, the present Convention shall enter into force in relation to such Annex or Annexes, three months after the said State has deposited its instrument of ratification or accession together with a declaration that it will be bound in respect of such Annex or Annexes.

3. For any State which after signing the present Convention without reservation of ratification, or having ratified or acceded to it, declares itself to be

bound in respect of any further Annex after five States have declared themselves to be bound in respect of that Annex, the present Convention shall enter into force in relation to such Annex three months after the said State has declared itself to be so bound.

Article 17.

1. The present Convention is of unlimited duration but any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 16 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 of this Article shall also apply in respect of the Annexes to the present Convention, any Contracting Party being entitled, at any time after the date of their entry into force under Article 16 thereof, to declare that it is no longer bound in respect of one or more Annexes. Any Contracting Party which denounces all the Annexes in respect of which it was bound shall be deemed to have denounced the Convention.

Article 18.

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 13 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory or acceding States, to the Secretary General of the United Nations, to the CONTRACTING PARTIES to GATT, and to UNESCO.

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party or, in the case of an amendment concerning only an Annex for the time being in force any Contracting Party bound in respect of that Annex may inform the Secretary General of the Council :

(a) that it has an objection to the recommended amendment, or

(b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraphs 3 and 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraphs 3 and 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below :

(a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates :

(i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;

(ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties whether the Contracting Party or Parties which have sent such a communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

10. Any State which, after signing the present Convention without reservation of ratification or having ratified or acceded to it, declares itself to be bound in respect of any further Annex shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of its notification to the Secretary General of the Council.

Article 19.

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council but not before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a declaration under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 17 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

Article 20.

No reservation to the present Convention shall be permitted.

Article 21.

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory and acceding States, the Secretary General of the United Nations, the CONTRACTING PARTIES to the GATT and UNESCO of :

(a) signatures, ratifications, accessions and declarations under Article 15 of the present Convention;

(b) the date of entry into force of the present Convention and of each of the Annexes in accordance with Article 16;

(c) denunciations and declarations under Article 17;
(d) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 18 and the date of its entry into force;
(e) declarations and notifications received in accordance with Article 19.

Article 22.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Brussels this eighth day of June nineteen hundred and sixty-one, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in Article 15, paragraph 1, of the present Convention.

ANNEX A

EQUIPMENT FOR THE PRESS OR FOR SOUND OR TELEVISION BROADCASTING

I. DEFINITION AND CONDITIONS.

1. Definition.

For the purposes of the present Annex the term «equipment for the press or for sound or television broadcasting» means equipment necessary for representatives of the press or of broadcasting or television organisations visiting a country for purposes of reporting or in order to transmit or record material for specified programmes.

2. Conditions of grant of temporary admission.

The equipment :

(a) shall be owned by a natural person resident abroad or by a legal person established abroad;
(b) shall be imported by a natural person resident abroad or by a legal person established abroad;
(c) shall be capable of identification on re-exportation; provided that in the case of blank sound or image recording media the most flexible means of identification shall be applied;
(d) shall be used solely by or under the personal supervision of the visiting person;
(e) shall not be the subject of a hire contract or similar arrangement to which a person resident or established in the country of temporary importation is a party, provided that this condition shall not apply in the case of joint sound or television broadcasting programmes.

II. ILLUSTRATIVE LIST.

A. Equipment for the press, such as :
Typewriters;
Photographic or cinematographic cameras;
Sound or image transmitting, recording or reproducing apparatus;
Blank sound or image recording media.
B. Sound broadcasting equipment, such as :
Transmission and communication apparatus;
Sound recording or reproducing apparatus;
Testing and measuring instruments and apparatus;
Operational accessories (clocks, stop-watches, compasses, generating sets, transformers, batteries and accumulators, heating and ventilating apparatus, etc.);
Blank sound recording media.
C. Television broadcasting equipment, such as :
Television cameras;
Telekinema;
Testing and measuring instruments and apparatus;
Transmission and retransmission apparatus;
Communication apparatus;
Sound or image recording or reproducing apparatus;
Lighting equipment;
Operational accessories (clocks, stop-watches, compasses, generating sets, transformers, batteries and accumulators, heating and ventilating apparatus, etc.);
Blank sound or image recording media;
Film «rushes»;
Musical instruments, costumes, scenery, and other stage properties.
D. Vehicles designed or specially adapted for the purposes specified above.

ANNEX B

CINEMATOGRAPHIC EQUIPMENT

I. DEFINITION AND CONDITIONS.

1. Definition.

For the purposes of the present Annex, the term «cinematographic equipment» means equipment necessary for a person visiting a country in order to make a specified film or films.

2. Conditions of grant of temporary admission.

The equipment :

(a) shall be owned by a natural person resident abroad or by a legal person established abroad;
(b) shall be imported by a natural person resident abroad or by a legal person established abroad;
(c) shall be capable of identification on re-exportation; provided that in the case of blank image or sound recording media the most flexible means of identification shall be applied;
(d) shall be used solely by or under the personal supervision of the visiting person, provided that this condition shall not apply in the case of equipment imported for the production of a film under a co-production contract to which a person resident or established in the country of temporary importation is a party and which is approved by the competent authorities of that country under an inter-governmental agreement concerning cinematographic co-production;
(e) shall not be the subject of a hire contract or similar arrangement to which a person resident or established in the country of temporary importation is a party.

II. ILLUSTRATIVE LIST.

A. Equipment, such as:
Cameras of all kinds;
Testing and measuring instruments and apparatus;
Camera «dollies» and booms;
Lighting equipment;
Sound recording or reproducing apparatus;
Blank image or sound recording media;
Film «rushes»;
Operational accessories (clocks, stop-watches, compasses, generating sets, transformers, batteries and accumulators, heating and ventilating apparatus, etc.);
Musical instruments, costumes, scenery, and other stage properties.
B. Vehicles designed or specially adapted for the purposes specified above.

ANNEX C
OTHER PROFESSIONAL EQUIPMENT

I. DEFINITION AND CONDITIONS.

1. Definition.

For the purposes of the present Annex the term «other professional equipment» means equipment, of a kind not referred to in the other Annexes to the present Convention, necessary for the exercise of the calling, trade or profession of a person visiting a country to perform a specified task. It does not include equipment which is to be used for internal transport or for the industrial manufacture or packaging of goods or (except in the case of hand-tools) for the exploitation of natural resources, for the construction, repair or maintenance of buildings or for earth moving and like projects.

2. Conditions of grant of temporary admission.

The equipment:

(a) shall be owned by a natural person resident abroad or by a legal person established abroad;

(b) shall be imported by a natural person resident abroad or by a legal person established abroad;

(c) shall be capable of identification on re-exportation;

(d) shall be used solely by or under the personal supervision of the visiting person.

II. ILLUSTRATIVE LIST.

A. Equipment for erection ,testing, commissioning, checking, control, maintenance or repair of machinery, plant, means of transport, etc., such as:

Tools;

Measuring, checking or testing equipment and instruments (temperature, pressure, distance, height, surface, speed, etc.) including electrical instruments (voltmeters, ammeters, measuring cables, comparators, transformers, recording instruments, etc.) and jigs;

Apparatus and equipment for taking photographs of machines and plant during or after erection;

Apparatus for survey of ships.

B. Equipment necessary for businessmen, business efficiency consultants, productivity experts, accountants and members of similar professions, such as:

Typewriters;

Sound transmitting, recording or reproducing apparatus;

Calculating instruments and apparatus.

C. Equipment necessary for experts undertaking topographical surveys or geophysical prospecting work, such as:

Measuring instruments and apparatus;

Drilling equipment;

Transmission and communication equipment.

D. Instruments and apparatus necessary for doctors, surgeons, veterinary surgeons, midwives and members of similar professions.

E. Equipment necessary for archeologists, paleontologists, geographers, zoologists and other scientists.

F. Equipment necessary for entertainers, theatre companies and orchestras, including all articles used for public or private performances (musical instruments, costumes, scenery, animals, etc).

G. Equipment necessary for lecturers to illustrate their lectures.

H. Vehicles designed or specially adapted for the purposes specified above, such as mobile inspection units, rtavelling workshops and travelling laboratories.

ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ
ΠΕΡΙ ΠΡΟΣΩΡΙΝΗΣ ΕΙΣΑΓΩΓΗΣ ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΟΥ ΥΛΙΚΟΥ

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ ὑπογράφοντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κράτη,

Συνελθόντα ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας καὶ τῶν ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΩΝ ΜΕΡΩΝ εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου (GATT), τῇ συμβολῇ καὶ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν τὰς γενομένας προτάσεις ὑπὸ ἀντιπροσώπων τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου καὶ λοιπῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν ἐπέκτασιν τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς τοῦ καθεστῶτος τῆς ἐλευθέρας δασμῶν προσωρινῆς εἰσαγωγῆς,

Πεπεισμένα, ὅτι ἡ υἱοθέτησις γενικῶν κανόνων διὰ τὴν προσωρινήν, ἐλευθέραν δασμῶν, εἰσαγωγὴν τοῦ ἐπαγγελματικοῦ ὑλικοῦ θέλει διευκολύνει τὴν ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου ἀνταλλαγὴν εἰδικευμένων γνώσεων καὶ τεχνικνῶ μεθόδων.

Συνεφώνησαν τὰ ἑπόμενα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως νοοῦνται

(α) ὡς «εἰσαγωγικοὶ δασμοί» : οἱ τελωνειακοὶ δασμοὶ καὶ πάντα τὰ λοιπὰ δικαιώματα, φόροι καὶ τέλη, τὰ εἰσπραττόμενα κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ ταύτης, καθὼς καὶ πάντες οἱ ἐσωτερικοὶ φόροι καὶ φόροι καταναλώσεως, διὰ τῶν ὁποίων ἐπιβαρύνονται τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα, ἐξαιρέσει, ἐν πάσῃ περιπτώσει, τῶν τελῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων, τῶν ὁποίων τὸ ὕψος περιορίζεται εἰς τὸ κατὰ προσέγγισιν κόστος τῶν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ ὁποῖα δὲν ἀποτελοῦν ἔμμεσον προστασίαν τῶν ἐθνικῶν προϊόντων ἢ φόρους ταμιευτικοῦ χαρακτῆρος κατὰ τὴν εἰσαγωγήν.

(β) ὡς «προσωρινὴ εἰσδοχή» : ἡ προσωρινὴ εἰσαγωγή, ἄνευ καταβολῆς εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ ἄνευ ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν εἰσαγωγῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπανεξαγωγῆς,

(γ) ὡς «Συμβούλιον» : ἡ ὀργάνωσις ἡ συσταθεῖσα διὰ τῆς ἱδρυτικῆς τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας Συμβάσεως, συναφθείσης ἐν Βρυξέλλαις τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1950.

(δ) ὡς «πρόσωπον» : τόσον τὸ φυσικόν, ὅσον καὶ τὸ νομικὸν πρόσωπον, ἐφ' ὅσον εἰς τὸ κείμενον δὲν καθορίζεται ἄλλως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Προσωρινὴ εἰσδοχή.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος, δεσμευόμενον δι' ἑνὸς ἐκ τῶν Παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπιτρέπει τὴν ἐπὶ προσωρινῇ εἰσαδοχῇ παράδοσιν τοῦ ἀποτελοῦντος ἀντικείμενον τοῦ Παραρτήματος τούτου ὑλικοῦ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν καθοριζομένων ὅρων ἐν ταῖς διατάξεσι τῶν ἄρθρων 1–22 καὶ ἐν τῷ εἰρημένῳ Παραρτήματι.

Ὁ ὅρος «ὑλικὸν» καλύπτει ἐπίσης τὰς σχετικὰς βοηθητικὰς συσκευὰς καὶ τὰ ἐξαρτήματα αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

Εἰ. περίπτωσιν καθ' ἣν ἕν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπαιτεῖ τὴν σύστασιν ἐγγυήσεως διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς τηρήσεως τῶν ὅρων τῆς προσωρινῆς εἰσδοχῆς, τὸ ποσὸν τῆς τοιαύτης ἐγγυήσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν τῶν ὀφειλομένων εἰσαγωγικῶν δασμῶν, πλέον ἑνὸς ποσοστοῦ ἐκ 10 %.

Ἄρθρον 4.

Τὸ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραδοθὲν ὑλικόν, δέον νὰ ἐπανεξάγηται ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰσαγωγῆς του. Αἱ Τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται διὰ βασίμους λόγους, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύι νόμων καὶ κανονισμην τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς προβλεπομένων ὁρίων, εἴτε νὰ παρέχουν μεγαλυτέραν προθεσμίαν, εἴτε νὰ παρατείνουν τὴν ἀρχικὴν τοιαύτην.

Ἄρθρον 5.

Τὸ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραδοθὲν ὑλικὸν δύναται νὰ ἐπανεξαχθῇ ἐφ' ἅπαξ ἢ τμηματικῶς δι' οἱανδήποτε χώραν, μέσῳ οἱουδήποτε ἁρμοδίου διὰ τοιαύτας πράξεις Τελωνείου, ἔστω καὶ ἂν τοῦτο εἶναι διάφορον τοῦ Τελωνείου Εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 6.

1. Παρὰ τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένην ὑποχρέωσιν ἐπανεξαγωγῆς, ἡ ἐπανεξαγωγὴ τοῦ ὅλου ἢ μέρους τοῦ ὑλικοῦ, ὑποστάντος σοβαρὰν ζημίαν εἰς δεόντως βεβαιωθὲν ἀτύχημα, δὲν θ' ἀξιοῦται, ὑπὸ τὸν ὅρον, ὅπως τὸ ὑλικὸν τοῦτο, κατὰ τὴν ἀπόφασιν τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν :

α) ὑποβληθῇ εἰς τοὺς εἰσαγωγικοὺς δασμοὺς εἰς τοὺς ὁποίους ὑπόκεινται ἢ

β) ἐγκαταλειφθῇ ἐλεύθερον πάσης δαπάνης εἰς τὸ Δημόσιον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἢ

γ) καταστραφῇ ὑπὸ ἐπίσημον ἐπίβλεψιν ἄνευ οἱασδήποτε δαπάνης διὰ τὸ Δημόσιον τῆς Χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

2. Ὅσάκις τὸ ὅλον ἢ μέρος τοῦ ὑλικοῦ, ὅπερ παρεδόθη ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ, δὲν δύναται νὰ ἐπανεξαχθῇ συνεπείᾳ κατασχέσεως ἑτέρας ἀπὸ τὴν τῇ αἰτήσει ἰδιωτῶν ἐπιβληθεῖσαν, ἡ ὑποχρέωσις τῆς ἐπανεξαγωγῆς ἀναστέλλεται ἐπὶ ὅσον χρόνον διαρκεῖ ἡ κατάσχεσις.

Ἄρθρον 7.

Ἐξαρτήματα εἰσαγόμενα πρὸς ἐπισκευὴν τοῦ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραδοθέντος ὑλικοῦ ἀπολαμβάνουν ἐπίσης τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένων διευκολύνσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Διάφοροι διατάξεις.

Ἄρθρον 8.

Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς παρούσης Συμβάσεως τὸ ἰσχῦον Παράρτημα ἢ Παραρτήματα ἔναντι Συμβαλλομένου τινὸς Μέρους ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως ὡς πρὸς τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος οἱαδήποτε ἀναφορὰ εἰς τὴν Σύμβασιν θεωρεῖται, ὅτι περιλαμβάνει καὶ τὸ τοιοῦτον Παράρτημα ἢ Παραρτήματα.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καθιεροῦν τὸ ἐλάχιστον ὅριον παρασχετέων διευκολύνσεων. Αὗται δὲν παρακωλύουν τὴν ἐφαρμογὴν ἔτι μεγαλυτέρων διευκολύνσεων τὰς ὁποίας ὡρισμένα ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν παρέχουν ἤδη ἢ ἤθελον παράσχει μελλοντικῶς, εἴτε ἐπὶ τῇ βάσει μονομερῶν διατάξεων, εἴτε δυνάμει διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν.

Ἄρθρον 10.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ ὁποῖα συνιστοῦν τελωνειακὴν ἢ οἰκονομικὴν ἕνωσιν, δύνανται νὰ θεωρῶνται ὡς ἀποτελοῦντα ἑνιαῖον ἔδαφος.

Ἄρθρον 11.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν συνιστοῦν ἐμπόδιον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν καὶ θεμελιουμένων εἰς λόγους χρηστῶν ἠθῶν, δημοσίας τάξεως, δημοσίας ἀσφαλείας, δημοσίας ὑγείας καὶ ὑγιεινῆς, ἢ εἰς λόγους κτηνιατρικοὺς ἢ φυτοπαθολογικούς, ἢ εἰς λόγους προστασίας διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας, ἐμπορικῶν σημάτων καὶ δικαιωμάτων πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

Ἄρθρον 12.

Πᾶσα παράβασις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑποκατάστασις, ψευδὴς δήλωσις ἢ ἐνέργεια, ἔχουσα ὡς ἀποτέλεσμα, ὅπως πρόσωπον ἢ ἐμπορεύματα τύχουν, ὡς μὴ ἔδει, τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων διευκολύμσεων, ἐκθέτει τὸν παραβάτην εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν διεπράχθη ἡ παράβασις εἰς τὰς ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας ταύτης προβλεπομένας κυρώσεις καί, περιπτώσεως συντρεχούσης, εἰς τὴν καταβολὴν τῶν ὀφειλομένων εἰσαγωγικῶν δασμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 13.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνέρχονται, ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη, ἵνα ἐξετάσουν τοὺς ὅρους, ὑφ' οὓς ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις, καί, κυρίως, ἵνα ἀναζητήσουν τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς διασφάλισιν τῆς ὁμοιομόρφου ἑρμηνείας καὶ ἐφαρμογῆς ταύτης.

2. Αἱ Σύνοδοι αὗται συγκαλοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε Συμβαλλομένου Μέρους. Ἐφ' ὅσον τὰ πρὸς ἐξέτασιν θέματα ἀνάγονται εἰς ἓν ἢ περισσότερα ἑκάστοτε ἰσχύοντα παραρτήματα, ἡ αἴτησις δέον νὰ ὑποβάλληται ὑπὸ Συμβαλλομένου Μέρους δεσμευομένου ὑπὸ τοῦ Παραρτήματος ἢ τῶν Παραρτημάτων τούτων. Αἱ Σύνοδοι λαμβάνουν χώραν εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου, ἐκτὸς ἐὰν τὰ ἐνδιαφερόμενα Συμβολλόμενα Μέρη ἤθελον ἄλλως ἀποφασίσει.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καταρτίζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν Συνόδων αὐτῶν. Αἱ ἀποφάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν λαμβάνονται διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ μετεχόντων εἰς τὴν ψηφοφορίαν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ θεμάτων ἀναφερομένων εἰς ἓν ἢ περισσότερα ἐν ἰσχύι Παραρτήματα, μόνον τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τὰ δεσμευμένα ὑπὸ τούτου ἢ τούτων τῶν Παραρτημάτων ἔχουν δικαίωμα ψήφου.

4. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν δύνανται νὰ λαμβάνουν ἐγκύρως ἀπόφασιν ἐπὶ θέματος τινός, εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον παρίσταται πλέον τοῦ ἡμίσεος τοῦ ἀριθμοῦ αὐτῶν.

Ἄρθρον 14.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διευθετεῖται, ὅσον τοῦτο εἶναι δυνατόν, δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ Μερῶν.

2. Πᾶσα διαφορά, μὴ διευθετουμένη διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, φέρεται ὑπὸ τῶν διαφωνούντων Μερῶν ἐνώπιον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, συνερχομένων κατὰ τὰ ὁριζόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 13 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἅτινα ἐξετάζουν τὴν διαφορὰν καὶ προβαίνουν εἰς συστάσεις πρὸς διευθέτησιν ταύτης.

3. Τὰ ἐν διαφωνίᾳ Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐκ τῶν προτέρων, ὅπως ἀποδεχθοῦν τὰς συστάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 15.

1. Πᾶν Κράτος–μέλος τοῦ Συμβουλίου καὶ πᾶν Κράτος–μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικῶν αὐτοῦ Ὀργανώσεων, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν :

(α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως·

(β) διὰ τῆς καταθέσεως κυρωτικοῦ ὀργάνου μετὰ τὴν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως ὑπογραφὴν αὐτῆς ἢ

(γ) διὰ προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων Κρατῶν, εἰς τὴν ἐν Βρυξέλλαις ἕδραν τοῦ Συμβουλίου, μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1962. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν αὐτῶν.

3. Κατὰ τὴν ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένην περίπτωσιν, ἡ παροῦσα Σύμβασις δέον ὅπως κυρωθῇ ὑπὸ τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν συμφώνως πρὸς σχετικὰς συνταγματικὰς διαδικασίας αὐτῶν.

4. Πᾶν Κράτος μὴ μέλος τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων ὀργανισμῶν, πρὸς ὃ ἔχει ἀπευθυνθῇ πρόσκλησις πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῇ αἰτήσει τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ τῆς προσχωρήσεως εἰς ταύτην μετὰ τὴν ἐν ἰσχύι θέσιν αὐτῆς.

5. Ἕκαστον ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 ἢ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου Κρατῶν, δέον, ὅπως κατὰ τὸν χρόνον ὑπογραφῆς, κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, καθορίσῃ τὸ Παράρτημα ἢ τὰ Παραρτήματα, ὡς πρὸς τὰ ὁποῖα ἀναλαμβάνει τὴν δέσμευσιν νὰ τὰ ἐφαρμόζῃ. Ἐπιτρέπεται, ὅπως ἐπεκτείνῃ μεταγενεστέρως τὴν δέσμευσιν εἰς ἓν ἢ πλείονα ἕτερα Παραρτήματα διὰ γνωστοποιήσεως γενομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

6. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 16.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα ἐν σχέσει πρὸς Παράρτημά τι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε ἐκ τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 15 ἀναφερομένων Κρατῶν ὑπογραφὴν ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, ἢ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως καὶ τὴν γενομένην δήλωσιν περὶ δεσμεύσεώς των ὡς πρὸς τὸ Παράρτημα τοῦτο.

2. Ἔναντι παντὸς Κράτους ὅπερ ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς ταύτην μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε Κρατῶν εἴτε ὑπογραφὴν αὐτῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως εἴτε κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως καὶ τὴν δέσμεύσίν των ὡς πρὸς ἓν ἢ πλείονα Παραρτήματα, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα ὅσον ἀφορᾷ τὸ Παράρτημα τοῦτο ἢ τὰ Παραρτήματα ταῦτα μετὰ τρεῖς μῆνας, ἀφ' ἧς τὸ ἐν λόγῳ Κράτος κατέθεσε τὸ ὄργανον αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ὁμοῦ μετὰ τῆς δηλώσεως περὶ δεσμεύσεώς του ὅσον ἀφορᾷ τὸ τοιοῦτον Παράρτημα ἢ τὰ Παραρτήματα.

3. Ἔναντι παντὸς Κράτους, ὅπερ, μετὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ τὴν ἐπικύρωσιν ταύτης ἢ τὴν προσχώρησιν εἰς αὐτήν, δηλοῖ ἑαυτὸ δεσμευόμενον, καὶ ὡς πρὸς ἕτερον τι Παράρτημα μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε κρατῶν δήλωσιν περὶ δεσμεύσεώς των ὡς πρὸς τὸ Παράρτημα τοῦτο, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα ἐν σχέσει πρὸς τὸ Παράρτημα τοῦτο μετὰ τρεῖς μῆνας ἀφ' ἧς τὸ ἐν λόγῳ Κράτος ἐγνωστοποίησε τὴν δέσμευσίν του.

Ἄρθρον 17.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνολογεῖται δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν ἰσχύος. Ἐν τούτοις, πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 16 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ καταγγελία γνωστοποιεῖται δι' ὀργάνου, κατατιθεμένου εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

3. Ἡ καταγγελία καθίσταται ἐνεργὸς ἓξ μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ ὀργάνου τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

4. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται ὡσαύτως καὶ ἐπὶ τῶν Παραρτημάτων τῆς Συμβάσεως, παντὸς Συμβαλλομένου Μέρους δυναμένου, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς θέσεώς των ἐν ἰσχύι κατὰ τοὺς ὁρισμοὺς τοῦ ἄρθρου 16, νὰ δηλώσῃ, ὅτι δὲν δεσμεύεται, ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἑνὸς ἢ πλειόνων Παραρτημάτων. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, καταγγέλλον ἅπαντα τὰ Παραρτήματα ὡς πρὸς τὰ ὁποῖα ἐδεσμεύετο, θεωρεῖται ὅτι καταγγέλλει καὶ τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 18.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, συνερχόμενα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύνανται νὰ προτείνουν τροποποιήσεις ταύτης.

2. Τὸ κείμενον πάσης τροποποιήσεως, οὕτω προτεινομένης, ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, εἰς ἅπαντα τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς τὰ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου (GATT) καὶ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ἤ, ἐν περιπτώσει τροποποιήσεως ἀφορώσης μόνον εἰς ἓν ἐν ἰσχύι τελοῦν Παράρτημα, πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δεσμευμένον ὡς πρὸς τὸ Παράρτημα τοῦτο, δύναται, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κοινοποιήσεως τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, νὰ γνωρίσῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου :

(α) εἴτε, ὅτι ἔχει ἀντίρρησιν τινὰ εἰς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν,

(β) εἴτε, ὅτι καίτοι τοῦτο προτίθεται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν προτεινομένην τροποποίησιν, ἐν τούτοις, δὲν ἔχουν πληρωθῇ εἰσέτι εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἀποδοχὴν ταύτης προϋποθέσεις.

4. Δι' ὅσον χρονικὸν διάστημα ἓν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἀπηύθυνε τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν παράγραφον 3 (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, δὲν ἔχει γνωστοποιήσει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ἀποδοχὴν αὐτοῦ, δύναται νὰ ὑποβάλῃ ἀντίρρησιν εἰς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν ἐντὸς προθεσμίας ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑξαμήνου προθεσμίας.

5. Ἐφ' ὅσον ἤθελε διατυπωθῇ ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις λογίζεται μὴ γενομένη ἀποδεκτὴ καὶ παραμένει ἄνευ ἀποτελέσματος.

6. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως διετυπώθη συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις λογίζεται γενομένη ἀποδεκτὴ κατὰ τὴν ὡς κατωτέρω προσδιοριζομένην ἡμερομηνίαν :

(α) Ὁσάκις οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπεύθυνεν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3 (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν λῆξιν τῆς εἰς τὴν παράγραφον 3 ὁριζομένης ἑξαμήνου προθεσμίας.

(β) ὁσάκις ἓν ἢ περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη ἀπηύθυναν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν πλησιεστέραν ἐκ τῶν κάτωθι δύο ἡμερομηνιῶν :

ι) τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἅπαντα τὰ ἀποστείλλαντα τοιαύτην ἀνακοίνωσιν Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταφερομένης ἐν τούτοις εἰς τὴν λῆξιν τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑξαμήνου προθεσμίας, ἐφ' ὅσον ἅπασαι αἱ ἀποδοχαὶ ἐγνωστοποιήθησαν πρὸ τῆς λήξεως ταύτης·

ιι) τὴν ἡμερομηνίαν ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐννεαμήνου προθεσμίας.

7. Πᾶσα τροποποίησις λογιζομένη ὡς ἀποδεκτὴ γενομένη, τίθεται ἐν ἰσχύι ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν αὕτη ἐλογίσθη ὡς γενομένη ἀποδεκτή.

8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ, τὸ ταχύτερον δυνατόν, πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη πᾶσαν ἀντίρρησιν, διατυπωθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(α) ὡς καὶ πᾶσαν ἀνακοίνωσιν ἀπευθυνθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(β). Οὗτος πληροφορεῖ περαιτέρω ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐὰν τὸ ἢ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα ἀπηύθυναν μίαν τοιαύτην ἀνακοίνωσιν, ἐγείρουν ἀντίρρησιν κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως ἢ ἀποδέχωνται ταύτην.

9. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτήν, λογίζεται ὡς ἔχον ἀποδεχθῆ τὰς τροποποιήσεις, αἵτινες ἔχουν τεθῆ ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

10. Πᾶν Κράτος, ὅπερ, μετὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, ἢ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἢ προσχώρησιν εἰς ταύτην, δηλοῖ ὅτι δεσμεύεται ὡς πρὸς οἱονδήποτε ἕτερον Παράρτημα, θεωρεῖται ὡς ἔχον ἀποδεχθῆ τὰς τροποποιήσεις τούτου, αἵτινες ἔχουν τεθῆ ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς γνωστοποιήσεως αὐτοῦ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 19.

1. Πᾶν Κράτος δύναται, εἴτε κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογροφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, εἴτε μεταγενεστέρως, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται ἐπὶ τοῦ συνόλου ἢ ἐπὶ ὡρισμένων ἐκ τῶν ἐδαφῶν, αἱ διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων ἔχουν τεθῆ ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ· ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς τὰ ἐν τῇ γνωστοποιήσει ἀναφερόμενα ἐδάφη μετὰ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, ἀλλὰ οὐχὶ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς ὡς πρὸς αὐτὸ τοῦτο τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος.

2. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐδήλωσεν, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται καὶ ἐπὶ οἱουδήποτε ἐδάφους, αἱ διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου ἐτέθησαν ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος θὰ παύσῃ νὰ ἐφαρμόζῃ τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 20.

Οὐδεμία ἐπιφύλαξις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐπιτρέπεται.

Ἄρθρον 21.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, πρὸς τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα καὶ προσχωρήσαντα Κράτη, πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὰ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου (GATT) καὶ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO):

(α) τὰς ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις, προσχωρήσεις καὶ δηλώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως·

(β) τὴν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις καὶ ἕκαστον τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς τίθεται ἐν ἰσχύι, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 16·

(γ) τὰς καταγγελίας καὶ γνωστοποιήσεις, τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 17·

(δ) τὰς τροποποιήσεις τὰς λογιζομένας ὡς γενομένας ἀποδεκτάς, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεώς των ἐν ἰσχύι·

(ε) τὰς δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις, τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 19.

Ἄρθρον 22.

Συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῆ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις τὴν ὀγδόην Ἰουνίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια ἑξήκοντα ἕν, εἰς τὰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσας, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων τούτων ἐχόντων τὴν αὐτὴν αὐθεντικὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον πρωτότυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῆ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅστις θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα τούτου εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α.

ΥΛΙΚΟΝ ΔΙΑ ΤΟΝ ΤΥΠΟΝ, ΤΗΝ ΡΑΔΙΟΦΩΝΙΑΝ ΚΑΙ ΤΗΝ ΤΗΛΕΟΡΑΣΙΝ

Ι. ΟΡΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΠΡΟΫΠΟΘΕΣΕΙΣ.

1. Ὁρισμός.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Παραρτήματος, διὰ τοῦ ὅρου «ὑλικὸν διὰ τὸν τύπον, τὴν ραδιοφωνίαν καὶ τὴν τηλεόρασιν», νοεῖται τὸ ὑλικὸν τὸ ἀναγκαῖον διὰ τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ὀργανισμῶν τοῦ τύπου, τῆς ραδιοφωνίας ἢ τῆς τηλεοράσεως, οἵτινες ἐπισκέπτονται μίαν χώραν διὰ δημοσιογραφικοὺς σκοποὺς ἢ πρὸς μετάδοσιν ἢ λῆψιν ὑλικοῦ πρὸς χρῆσιν εἰς καθωρισμένα προγράμματα.

2. Προϋποθέσεις παραδόσεως ἐπὶ προσωρινῇ εἰσοδοχῇ.

Τὸ ὑλικὸν δέον, ὅπως:

(α) ἀνήκῃ εἰς φυσικὸν πρόσωπον κατοικοῦν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ἢ εἰς νομικὸν πρόσωπον ἔχον τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν)·

(β) εἰσάγηται ὑπὸ φυσικοῦ προσώπου κατοικοῦντος εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ἢ ὑπὸ νομικοῦ προσώπου ἔχοντος τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν·

(γ) προσφέρηται δι' ἐξακρίβωσιν τῆς ταυτότητός του κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν, ὑπὸ τὸν ὅρον, ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν ἐπανεξαγωγῆς μὴ χρησιμοποιηθέντων ὑποθεμάτων διὰ τὴν ἐγγραφὴν τοῦ ἤχου ἢ τῶν εἰκόνων θὰ ἐφαρμόζεται ὁ πλέον πρόσφορος τρόπος ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητος·

(δ) χρησιμοποιῆται μόνον ὑπὸ τοῦ ἐπισκεπτομένου τὴν χώραν προσώπου ἢ ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐποπτείαν αὐτοῦ·

(ε) μὴ καταστῇ ἀντικείμενον μισθωτηρίου συμβολαίου ἢ παρομοίας φύσεως συμφωνίας εἰς ἣν πρόσωπόν τι, κατοικοῦν ἢ ἔχον τὴν ἕδραν του εἰς τὴν χώραν τῆς ἐπὶ προσωρινῇ εἰσοδοχῇ παραδόσεως, τυγχάνει συμβαλλόμενον μέρος, τῆς παρούσης προϋποθέσεως μὴ ἰσχυούσης εἰς τὴν περίπτωσιν κοινῶν ραδιοφωνικῶν ἢ τηλεοπτικῶν προγραμμάτων.

ΙΙ. ΕΠΕΞΗΓΗΜΑΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

Α'. Ὑλικὸν διὰ τὸν τύπον, ὡς π.χ.:

Γραφομηχαναί·

Φωτογραφικαὶ ἢ κινηματογραφικαὶ μηχαναί·

Συσκευαὶ μεταδόσεως, ἐγγραφῆς ἢ ἀναπαραγωγῆς τοῦ ἤχου ἢ τῶν εἰκόνων·

Μὴ χρησιμοποιηθέντα ὑποθέματα ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου ἢ τῶν εἰκόνων·

Β'. Ὑλικὸν διὰ τὴν ραδιοφωνίαν, ὡς π.χ.:

Συσκευαὶ μεταδόσεως καὶ ἐπικοινωνίας·

Συσκευαὶ ἐγγραφῆς καὶ ἀναμεταδόσεως τοῦ ἤχου·

Ὄργανα καὶ συσκευαὶ τεχνικοῦ ἐλέγχου καὶ μετρήσεων·

Λειτουργικὰ ἐξαρτήματα (ὡρολόγια, χρονόμετρα, πυξίδες, γεννήτριαι, μετασχηματισταί, ἠλεκτρικαὶ στῆλαι, ἠλεκτρικοὶ συσσωρευταί, συσκευαὶ θερμάνσεως καὶ ἀερισμοῦ κ.λπ.).

Μὴ χρησιμοποιηθέντα ὑποθέματα ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου.

Γ'. Ὑλικὸν διὰ τὴν τηλεόρασιν, ὡς π.χ.:

Συσκευαὶ λήψεως εἰκόνων διὰ τὴν τηλεόρασιν·

Τηλεκινηματογράφος (TILECINEMA)·
Ὄργανα καὶ συσκευαὶ δοκιμῶν καὶ μετρήσεως·
Συσκευαὶ μεταδόσεως καὶ ἀναμεταδόσεως·
Συσκευαὶ ἐπικοινωνιῶν·
Συσκευαὶ ἐγγραφῆς καὶ ἀναπαραγωγῆς ἤχου καὶ εἰκόνων·
Συσκευαὶ φωτισμοῦ·

Λειτουργικὰ ἐξαρτήματα (ὡρολόγια, χρονόμερρα, πυξίδες, γεννήτριαι, μετασχηματισταί, ἠλεκτρικαὶ στῆλαι, ἠλεκτρικοὶ συσσωρευταί, συσκευαὶ θερμάνσεως καὶ ἀερισμοῦ κ.λπ.).

Μὴ χησιμοποιηθέντα ὑποθέματα ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου καὶ τῶν εἰκόνων·

Πρῶτα δοκιμαστικὰ ἑνὸς φίλμ (FILM «RUCEHS»).

Μουσικὰ ὄργανα, ἀμφιέσεις, σκηνικὰ καὶ λοιπὰ ἐξαρτήματα θεάτρου.

Δ'. Ὀχήματα κατασκευασθέντα ἢ εἰδικῶς διασκευασθέντα διὰ τοὺς ἀνωτέρω μνημονευομένους σκοπούς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β.

ΚΙΝΗΜΑΤΟΓΡΑΦΙΚΟΝ ΥΛΙΚΟΝ

Ι. ΟΡΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΠΡΟ·Υ·ΠΟΘΕΣΕΙΣ

1. Ὁρισμός.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Παραρτήματος, διὰ τοῦ ὅρου «κινηματογραφικὸν ὑλικὸν» νοεῖται τὸ ἀναγκαῖον ὑλικὸν εἰς ἓν πρόσωπον ἐπισκεπτόμενον μίαν χώραν διὰ τὴν παραγωγὴν μιᾶς ἢ πλειόνων ὡρισμένων ταινιῶν (FILMS).

2. Προϋποθέσεις παραδόσεως ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ.

Τὸ ὑλικὸν δέον, ὅπως :

(α) ἀνήκῃ εἰς φυσικὸν πρόσωπον, κατοικοῦν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ἢ εἰς νομικὸν πρόσωπον ἔχον τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν·

(β) εἰσάγηται ὑπὸ φυσικοῦ προσώπου, κατοικοῦντος, εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ἢ ὑπὸ νομικοῦ προσώπου, ἔχοντος τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν·

(γ) προσφέρηται δι' ἐξακρίβωσιν τῆς ταυτότητός του κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν, ὑπὲρ τὸν ὅρον, ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν ἐπανεξαγωγῆς μὴ χρησιμοποιηθέντων ὑποθεμάτων διὰ τὴν ἐγγραφὴν τοῦ ἤχου ἢ τῶν εἰκόνων θὰ ἐφαρμόζεται ὁ πλέον πρόσφορος τρόπος ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητος·

(δ) χρησιμοποιῆται μόνον ὑπὸ τοῦ ἐπισκεπτομένου τὴν χώραν προσώπου, ἢ ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐποπτείαν αὐτοῦ, τῆς προϋποθέσεως ταύτης μὴ ἐφαρμοζομένης εἰς τὴν περίπτωσιν ὑλικοῦ εἰσαγομένου διὰ τὴν παραγωγὴν ταινίας πραγματοποιουμένης εἰς ἐκτέλεσιν συμβολαίου συμπαραγωγῆς συναφθέντος μετὰ προσώπου κατοικοῦντος ἢ ἔχοντος τὴν ἕδραν του εἰς τὴν χώραν τῆς ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραδόσεως καὶ ἐγκριθέντος ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς ἐν λόγῳ χώρας, βάσει διακυβερνητ.κῆς συμφωνίας κινηματογραφικῆς συμπαραγωγῆς·

(ε) μὴ καταστῇ ἀντικείμενον μισθωτηρίου συμβολαίου ἢ παρομοίας συμφωνίας, εἰς ἣν πρόσωπόν τι, κατοικοῦν ἢ ἔχον τὴν ἕδραν του εἰς τὴν χώραν τῆς ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ παραδόσεως, τυγχάνει συμβαλλόμενον μέρος.

ΙΙ. ΕΠΕΞΗΓΗΜΑΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

Α'. Ὑλικόν, ὡς π.χ.

Μηχαναὶ λήψεως εἰκόνων οἱουδήποτε εἴδους·
Ὄργανα καὶ συσκευαὶ τεχνικοῦ ἐλέγχου καὶ μετρήσεως.
Ἕδρανα καὶ ἐκβαλλόμενοι βραχίονες μηχανῶν λήψεως εἰκόνων·
Ὑλικὸν φωτισμοῦ·
Συσκευαὶ ἐγγραφῆς ἢ ἀναπαραγωγῆς ἤχου·
Μὴ χρησιμοποιηθέντα ὑποθέματα ἐγγραφῆς ἤχου καὶ εἰκόνων·

Πρῶτα δοκιμαστικὰ φίλμ (FILM «RUCHES»).

Λειτουργικὰ ἐξαρτήματα (ὡρολόγια, χρονόμετρα, πυξίδες, γεννήτριαι, μετασχηματισταί, ἠλεκτρικαὶ στῆλαι ἠλεκτρικοὶ συσσωρευταί, συσκευαὶ θερμάνσεως καὶ ἐξαερισμοῦ κλπ.).

Μουσικὰ ὄργανα, ἀμφιέσεις, σκηνικὰ καὶ λοιπὰ ἐξαρτήματα θεάτρου.

Β'. Ὀχήματα κατασκευασθέντα ἢ εἰδικῶς διασκευασθέντα διὰ τοὺς ἀνωτέρω μνημονευομένους σκοπούς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ

ΛΟΙΠΟΝ ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΟΝ ΥΛΙΚΟΝ

1. ΟΡΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΠΡΟ·Υ·ΠΟΘΕΣΕΙΣ

1. Ὁρισμός.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Παραρτήματος, διὰ τοῦ ὅρου «λοιπὸν ἐπαγγελματικὸν ὑλικὸν» νοεῖται ὑλικὸν μὴ ἀναφερόμενον εἰς τὰ λοιπὰ Παραρτήματα τῆς παρούσης συμβάσεως, ἀναγκαιοῦν διὰ τὴν ἄσκησιν ἐπιτηδεύματος, τέχνης ἢ ἐπαγγέλματος, ὑπὸ προσώπου ἐπισκεπτομένου μίαν χώραν πρὸς ἐκτέλεσιν ὡρισμένου ἔργου. Δὲν περιλαμβάνεται εἰς τοῦτο τὸ ὑλικὸν ὅπερ μέλλει νὰ χρησιμοποιηθῇ δι' ἐσωτερικὰς μεταφορὰς ἢ διὰ τὴν βιομηχανικὴν κατασκευὴν καὶ συσκευασίαν ἐμπορευμάτων ἢ (ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τῶν ἐργαλείων χειρὸς) διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν φυσικῶν πόρων διὰ τὴν κατασκευήν, τὴν ἐπισκευήν, ἢ τὴν συντήρησιν κτιρίων, ἢ διὰ τὴν μετακίνησιν γαιῶν καὶ ἐκτέλεσιν παρομοίων ἔργων.

2. Προϋποθέσεις παραδόσεως ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ.

Τὸ ὑλικὸν δέον, ὅπως :

(α) ἀνήκῃ εἰς φυσικὸν πρόσωπον, κατοικοῦν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ἢ εἰς νομικὸν πρόσωπον, ἔχον τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν·

(β) εἰσάγηται ὑπὸ φυσικοῦ προσώπου κατοικοῦντος εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ἢ ὑπὸ νομικοῦ προσώπου, ἔχοντος τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν·

(γ) Προσφέρηται δι' ἐξακρίβωσιν τῆς ταυτότητός του κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν·

(δ) χρησιμοποιῆται μόνον ὑπὸ τοῦ ἐπισκεπτομένου τὴν χώραν προσώπου ἢ ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐποπτείαν τούτου.

ΙΙ

ΕΠΕΞΗΓΗΜΑΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

Α'. Ὑλικὸν διὰ τὴν συρραφὴν ταινιῶν, διὰ τὴν δοκιμήν, τὴν θέσιν εἰς λειτουργίαν, τὸν ἔλεγχον, τὴν ἐπαλήθευσιν, τὴν συντήρησιν ἢ ἐπισκευὴν μηχανημάτων, ἐγκαταστάσεων, ὑλικοῦ μεταφορᾶς κ.λπ. ὡς π.χ. :

Ἐργαλεῖα·

Ὑλικὸν καὶ συσκευαὶ μετρήσεως, ἐπαληθεύσεως ἢ ἐλέγχου (θερμοκρασίας, πιέσεως, ἀποστάσεως, ὕψους, ἐπιφανείας, ταχύτητος κ.λπ.) συμπεριλαμβανομένων τῶν ἠλεκτρικῶν ὀργάνων (βολτομέτρων), ἀμπερομέτρων, καλωδίων μετρήσεως, ὀργάνων συγκρίσεως, μετασχηματιστῶν, ὀργάνων καταγραφῆς καὶ τῶν συσκευῶν ἐλέγχου καὶ κατευθύνσεως ἐργαλείων εἰς τὴν ἐκτέλεσιν προκαθωρισμένης ἐργασίας·

Συσκευαὶ καὶ ὑλικὸν φωτογραφήσεως μηχανῶν καὶ ἐγκαταστάσεων κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ μετὰ τὴν συναρμολόγησίν των·

Συσκευαὶ διὰ τὸν τεχνικὸν ἔλεγχον τῶν πλοίων.

Β'. Ὑλικὸν ἀναγκαῖον εἰς ἐπιχειρηματίας, εἰς ἐμπειρογνώμονας ἐπὶ τῆς ἐπιστημονικῆς ἢ τεχνικῆς ὀργανώσεως τῆς ἐργασίας, ἐπὶ τῆς παραγωγικότητος, ἐπὶ τῆς λογιστικῆς, ὡς καὶ εἰς πρόσωπα ἀσκοῦντα παρόμοια ἐπαγγέλματα, ὡς π. χ.·

Γραφομηχαναί·

Συσκευαὶ μεταδόσεως, ἐγγραφῆς ἢ ἀναπαραγωγῆς ἤχου·
Ὄργανα καὶ συσκευαὶ ὑπολογισμοῦ.

Γ'. Ὑλικὸν ἀναγκαῖον εἰς εἰδικούς, οἱ ὁποῖοι ἀναλαμβάνουν τοπογραφικὰς μελέτας ἢ ἐργασίας γεωφυσικῆς ἐρεύνης τοῦ ὑπεδάφους ὡς π.χ. :

Ὄργανα καὶ συσκευαὶ μετρήσεως·

Ὑλικὸν διατρήσεως·

Ὑλικὸν διαβιβάσεως καὶ ἐπικοινωνίας.

Δ'. Ὄργανα καὶ συσκευαὶ ἀναγκαῖα δι' ἰατρούς, χειρουργούς, κτηνιάτρους, μαίας καὶ δι' ἀσκοῦντας παρόμοια ἐπαγγέλματα.

Ε'. Ὑλικὸν ἀναγκαῖον δι' ἀρχαιολόγους, παλαιοντολόγους, γεωγράφους, ζωολόγους καὶ λοιποὺς ἐπιστήμονας.

ΣΤ'. Ὑλικὸν ἀναγκαῖον διὰ καλλιτέχνας, θιάσους, ὀρχήστρας, περιλαμβανομένων πάντων τῶν εἰδῶν τῶν χρησιμοποιουμένων διὰ δημοσίας ἢ ἰδιωτικὰς παραστάσεις (μουσικὰ ὄργανα, ἀμφιέσεις καὶ σκηνικά, ζῶα κ.λπ.).

Ζ'. Ὑλικὸν ἀναγκαῖον διὰ τοὺς ὁμιλητὰς πρὸς ἀπεικόνισιν τῶν ὁμιλιῶν των.

Η'. Ὀχήματα κατασκευασθέντα ἢ εἰδικῶς διασκευασθέντα, ἵνα χρησιμοποιηθοῦν διὰ τοὺς ὡς ἄνω σκοπούς, ὡς π.χ. κινητὰ συγκροτήματα ἐπιθεωρήσεως, κινητὰ συνεργεῖα καὶ κινητὰ ἐργαστήρια, κ.λπ.

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1973 ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	400
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	700
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	1.500
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	3.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20
2. » » » Β'	»	20
3. » » » Γ'	»	15
4. » » » Δ'	»	35
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15
6. » » Παράρτημα	»	10
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	75
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	175

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ.' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α.' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	500

Β.' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ.' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν- Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συν/σμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων **ὡς καὶ τῶν Φιλανθρωπικῶν Σωματείων**	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 %.

Δ.' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048 5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.
Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ